

## COMMUNIQUÉ POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

### **Pour que la gratuité, l'accessibilité et l'universalité ne soient pas qu'un poisson d'avril!**

**Sherbrooke, le 1<sup>er</sup> avril 2025** - Si la réforme Dubé est bel et bien engagée, ses promesses semblent avoir été avalées par les flots de cet immense rebrassage de structures. Créature de la CAQ, l'agence de gestion Santé-Québec nous montre déjà, après à peine quatre mois, qu'elle est beaucoup plus intéressée à privatiser le réseau public qu'à le décentraliser et en assurer la pérennité. Le cuisinier a beau porter un nouveau chapeau, la recette suivie par l'agence demeure la même : couper dans les budgets des établissements publics pour mieux justifier le détournement des fonds publics vers des soins et services privatisés, avec une marge de profit à la clé.

La Coalition solidarité santé (CSS) profite de la période entourant le poisson d'avril pour alerter les Québécoises et les Québécois de l'urgence d'agir et elle dénonce les fausses promesses faites par le ministre Dubé quant à la réforme en santé et services sociaux. Dans la région estrienne, un rassemblement a été organisé à la place Kassiwi à Sherbrooke sur l'heure du midi le 1<sup>er</sup> avril.

« Les décisions de la CAQ en santé et services sociaux n'ont pas amélioré le réseau public. Force est plutôt de constater une explosion de l'offre de soins et services à but lucratif pendant que le réseau public peine plus que jamais à accomplir sa mission. Après avoir centralisé tous les établissements publics au sein d'une seule entité, Santé-Québec, le gouvernement lui donne comme première mission de couper 1,5 milliard \$. La réforme Dubé promettait d'améliorer l'accessibilité aux services pour la population : n'était-ce qu'un leurre ? » déplore la délégation estrienne de la Coalition solidarité santé. Pendant qu'on coupe dans le réseau public, on ouvre les vannes au secteur privé à but lucratif : un non-sens!

« Au cœur de ces services, on trouve des centaines de milliers de travailleuses et de travailleurs dévoués au quotidien qui n'ont aucun mot à dire sur des décisions prises à Québec par une équipe de « top-guns » qui ne connaissent rien à la réalité sur le plancher », enchaîne la délégation. « Nous pensons que le gouvernement fait fausse route : au contraire, il faut décentraliser la gestion du réseau et fermer la porte à l'expansion du secteur privé ».

La privatisation du réseau de la santé est la conséquence du désengagement grandissant de l'État envers son filet social. Cela nous fait craindre un délestage supplémentaire vers les organismes communautaires autonomes qui seront encore malheureusement considérés comme de simples prestataires de services, mettant au passage en péril leur autonomie.

La privatisation et la centralisation accrues du réseau de la santé et des services sociaux pavent la voie à un système de soins inéquitable, coûteux et inefficace, mettant du même coup en péril la gratuité, l'accessibilité et l'universalité des soins et services.

**Voici une citation de chacune des organisations impliquées dans cette action :**

*« Nous observons depuis des décennies la dégradation graduelle mais flagrante de nos services publics, pourtant au cœur de nos valeurs sociales. Un réseau fort, c'est possible si on le finance adéquatement et un bouclier budgétaire est à cet égard indispensable »* Danny Roulx, APTS Estrie

*« En réponse aux recommandations de la commission Laurent, la CAQ a soumis un plan intitulé « s'engager pour nos enfants ». Force est de constater que ces engagements ne sont pas au rendez-vous. Le choix de ne pas reconduire le financement aux organismes communautaires œuvrant auprès des familles pour offrir des activités visant à soutenir les pratiques parentales des familles ayant des enfants de moins de 18 ans, sous prétexte de coupures budgétaires, en est un exemple. Ces activités permettaient de prévenir des conflits familiaux et de renforcer les compétences parentales. Ce sont, pour l'Estrie, des centaines de familles qui resteront encore sans aide, parce que ni le milieu communautaire, ni le réseau public ne pourra leur répondre. »* Claudelle Cyr, Regroupement des organismes communautaires famille de l'Estrie

*« Le personnel soignant et administratif, déjà malmené et surchargé en raison des coupures budgétaires amorcées par Santé Québec il y a quelques mois, se voit aujourd'hui accablé d'une nouvelle pression avec l'adoption du budget actuel. Ce dernier, à peine suffisant pour couvrir les augmentations salariales, risque d'accentuer la diminution des heures de soins qui était déjà préalablement observée. Depuis l'entrée en vigueur du gel d'embauche décrété par le gouvernement de la CAQ, nous sommes à même de constater que le personnel en soin doit désormais consacrer beaucoup plus de temps à des tâches administratives, comme la gestion de la paperasse, normalement attribuées aux agentes administratives et aux secrétaires médicales, au détriment des soins directs aux patients ! »* Jonathan Tétreault, SPACEC - CSN

*« Cette réforme ne fait qu'aggraver les inégalités en santé, en laissant les femmes, particulièrement les plus vulnérables, sans ressources adaptées. Nos droits et notre bien-être ne peuvent pas être sacrifiés au nom de l'austérité ! »* Sthefanny Poveda, ConcertAction Femmes Estrie

*« Il est prouvé que les services publics les plus efficaces sont ceux qui rapprochent les lieux de pouvoir des lieux qui donnent des services. Or, c'est tout le contraire que fait cette réforme en concentrant le pouvoir au sommet de la pyramide d'un méga organigramme et en abolissant les conseils d'administration, dernier lieu de pouvoir qui restait à la population. »* Dominique Vigneux-Parent, Regroupement des organismes communautaires de l'Estrie